
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61522

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

nistes. La création presque concomitante des deux partis marqua l'échec des projets initiaux de regroupement.

En comparaison avec la richesse de ces développements, le panorama des plans français concernant l'Allemagne au cours des années 1940–1945 paraît bien schématique. L'organisation de la résistance et les relations entre de Gaulle et les Américains y sont présentées de manière très sommaire. La contribution sur la rééducation, reposant sur une synthèse bibliographique incomplète, néglige l'apport de certaines études récentes.

Malgré ces quelques faiblesses, cet ouvrage collectif a le mérite de traiter de la plupart des aspects de l'occupation et de mettre en exergue les spécificités de la situation badoise. Le lecteur comprend combien l'aggravation du rationnement et de la situation alimentaire deux ans après la fin de la guerre, jointe aux vagues successives de démontages, entama le moral de la population et nourrit cette image négative de l'occupant français. En ces temps de ruines et de misère, comment s'étonner que la recomposition des partis politiques, les élections et les projets de réformes n'aient guère suscité l'intérêt de l'opinion publique badoise!

Corine DEFRAUCE, Paris

Ulrich MÄHLERT, *Die Freie Deutsche Jugend 1945–1949*, Paderborn (Schöningh) 1995, 386 p. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart).

L'ouverture des archives de l'ex-RDA permet de se faire une idée plus précise du rôle du parti, de la qualité des institutions de cet État. La Jeunesse »libre« a été un élément non négligeable dans la stratégie de l'URSS visant à la mise en place de son système hégémonial et la prise du pouvoir par les communistes en zone d'occupation soviétique dès 1945.

De ce fait Mählert corrige l'histoire officielle de la FDJ, celle commanditée par la »Zentralrat« et l'institut pour le marxisme-léninisme, parue en 1982; il donne un éclairage nouveau à la biographie (1971) de Heinz Lippmann sur Erich Honecker, dont il fut l'adjoint de 1945 à 1953 avant sa fuite à l'Ouest, et à celle que Michael Herms consacre à Heinz Lippmann (1996). Son propos s'ordonne en cinq chapitres liés à la périodisation qu'il établit, sur la base de documents d'archives et d'importantes indications bibliographiques, agrémentés d'éléments statistiques et d'un index des noms.

La FDJ relève de la décision des Soviétiques et de l'instrumentation par le parti, de l'orientation de politique étrangère de ceux-là et de son application par celui-ci sous couvert de l'unité allemande; elle s'inscrit dans le processus de »transformation antifasciste et démocratique« des structures politiques, économiques et sociales entre 1945 et 1949. Elle évolue du pluralisme vers le totalitarisme en suivant l'évolution idéologique du KPD/SED lui-même tributaire des directives soviétiques. Elle devient un élément dans la stratégie de la prise du pouvoir par le SED et assoit sa suprématie.

Mählert met en évidence cette évolution et l'interaction sur le plan chronologique, chaque phase (1945–46, 1946–47, 1947, 1948, 1948–49) correspondant à une réorientation de la politique de l'URSS pour assurer sa prédominance en Europe moyenne et de l'Est; il montre ses répercussions sur la prise en main de l'Allemagne moyenne et la mise au pas des partis politiques et de leurs organisations de jeunesse par le SED; enfin il dévoile les conditions de l'instrumentalisation de la Jeunesse par le parti. Créée la même année que le SED (1946), la FDJ se démarque des autres organisations de jeunesse (1947), devient une organisation de masse (1948) et se structure définitivement sur l'ensemble du territoire pour englober tous les domaines de la vie professionnelle et extra-professionnelle et avoir une situation de monopole (1949). L'effondrement du national-socialisme et le vide laissé par la HJ relancent les activités de jeunesse au sein des partis politiques, des syndicats et des Églises et permettent de renouer avec la situation héritée de la République de Weimar. Le KPD toutefois ne recrée

pas son organisation de jeunesse, même s'il a envisagé la création d'une FDJ, ne s'intéresse pas à la jeunesse car la politique reste selon lui une affaire d'adultes et ses préoccupations sont d'ordre strictement politique: mettre en place dans l'immédiat les structures lui permettant de prendre le pouvoir.

Les organisations de jeunesse subsistent avec leur spécificité, leur idéologie propre mais se fondent dans les »comités de jeunesse antifasciste« qui, à l'image des partis du »bloc antifasciste«, doivent être regroupées en un »comité central«, première de l'»unité« de la jeunesse.

Dans un premier temps, de ce fait, la FDJ est une organisation parmi d'autres et n'est pas appelée à jouer un rôle prépondérant. Dans un deuxième temps, la FDJ intègre deux réorientations, du KPD et des Soviétiques. L'attitude du KPD change fin 1945 en vue d'obtenir sous sa houlette la fusion des partis de la classe ouvrière et des organisations de jeunesse dans leur mouvance. Il se doit de rassembler autour de son nom et crée la FDJ pour étoffer ses effectifs et se constituer en une force capable d'en imposer. Elle devient alors une »courroie de transmission« et participe à la politique générale du parti, notamment sur le plan économique et social, thème mobilisateur pour la jeunesse. Puis l'URSS assure son autorité dans sa sphère d'influence en formant un front contre le plan Marshall et la fusion des zones occidentales (bizonie). Le SED change lui-aussi d'attitude, ne tolère plus le pluralisme (II^e congrès) et engage la FDJ à tous les niveaux de son organisation territoriale pour mener une action politique (propagande), éliminer les opposants et forger ses cadres.

Dans un troisième temps, la FDJ doit transcender la coupure qui s'amorce entre l'Est et l'Ouest, préfiguration de la création des deux États allemands, et parachever la suprématie du SED. Elle devient une »organisation de masse« (dans la tradition social-démocrate) et de cadres (dans le sens marxiste). De ce fait elle est intégrée au SED en faveur duquel elle joue un rôle d'activiste; elle recrute des jeunes non encore embrigadés ou les débauche des autres organisations de jeunesse car elle n'attire que 30% des jeunes; elle contribue à la réalisation des orientations du SED sur le plan économique pour favoriser l'instauration de l'économie planifiée (plan de deux ans) en redoublant d'énergie pour augmenter la productivité (III^e Parlement). Unitaire, elle est un élément constitutif de la dictature qui s'est imposée en abrogeant le pluralisme politique et la pluralité des organisations de jeunesse.

Le travail de Mählert est agréable à lire, bien structuré et documenté; il permet de côtoyer dès 1945 en zone ceux qui en 1989 étaient encore dans les rouages décisionnels de la RDA.

Jean-Luc SUSINI, Montpellier

Armin HEINEN, Saarjahre. Politik und Wirtschaft im Saarland 1945–1955, Stuttgart (Franz Steiner) 1996, 603 S. (Historische Mitteilungen der Ranke-Gesellschaft, Beiheft 19).

In seiner auf fundiertem Wissen gründenden Habilitationsschrift »Saarjahre« erzählt der Saarbrücker Historiker Armin Heinen den Werdegang des von Deutschland abgespaltenen Saarstaates. Am Anfang stand der eher unscharfe Wille der Franzosen, die reichen Kohlevorkommen des Saargebiets auszunutzen und Deutschland durch die Separation dieses Industriereviere zu schwächen. Das Fehlen einer klaren Konzeption und ein förmliches Gegeneinander von Pariser Behörden, Besatzungsinstitutionen in Baden-Baden und Saarbrücken sowie die Proteste der eifersüchtigen Lothringer ließen Frankreich in »die Abhängigkeit der saarländischen Peripherie« (S. 106) geraten und führten bald zu Schwierigkeiten. Die französische Saarpolitik war »das Werk einer alleingelassenen Bürokratie« (S. 105), die damit letztlich überfordert wurde. Als Frankreich in den fünfziger Jahren innenpolitisch labil war, Konjunkturkrisen das monoindustrielle Saargebiet in Mitleidenschaft zogen und die erstarkende junge Bundesrepublik an Attraktivität gewann, wurde für die Saarländer die Dominanz der Franzosen in Schlüsselpositionen von Wirtschaft und Verwaltung zum Ärgernis, zumal die französischen Investitionen nicht im gewünschten Umfang flossen. In